

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024 - 2025
(JANVIER - MARS 2025)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2024 - 2025	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2024 - 2025	PAGE	9
4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025.....	PAGE	12
5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025.....	PAGE	13
6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	14
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	16
8. PERSPECTIVES.....	PAGE	18

1. VUE D'ENSEMBLE

Au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025, les nouvelles orientations de politique commerciale à l'échelle internationale et les fragmentations géopolitiques ont fragilisé la croissance économique mondiale et ralenti le processus de desserrement des conditions monétaires enclenché au cours du trimestre passé. Ainsi, les principales banques centrales ont adopté un comportement prudent quant à la poursuite de la révision des taux directeurs, telle qu'entamée en septembre 2024, considérant le potentiel inflationniste de ces récentes mesures prises notamment par l'Administration américaine.

Sur le plan national, bien que l'inflation ait affiché un recul sur une base trimestrielle, le niveau des prix demeure toutefois élevé en mars 2025, en dépit d'une stabilité relative du taux de change et d'un financement monétaire nul au cours de la période sous-revue. L'augmentation du nombre des personnes déplacées à travers le pays a contribué à une détérioration de l'insécurité alimentaire et des conditions de vie de la population, en témoigne la dernière analyse du Cadre Intégré de la Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC). Selon ce rapport, 5,7 millions de personnes font face à une situation d'insécurité alimentaire aiguë, notamment dans les zones les plus touchées par cette crise sécuritaire (Ouest, Artibonite, Plateau central).

Eu égard à cette conjoncture incertaine, la BRH reste alerte par rapport à l'évolution des principaux indicateurs économiques en vue de prendre les décisions adéquates, de manière à atténuer les potentiels impacts de cet environnement adverse sur la stabilité des prix et celle du système financier, tout en étant partie prenante des initiatives allant dans le sens de la reprise des activités économiques.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2024 - 2025

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les nouvelles mesures prises par le gouvernement américain relativement aux politiques commerciale et migratoire ont induit des changements majeurs dans l'environnement macroéconomique mondial. Les décisions envisagées par rapport aux relèvements des tarifs douaniers entre les États-Unis et le reste du monde, renforçant les incertitudes longtemps entretenues par les crises géopolitiques, ont ainsi suscité une forte volatilité des marchés financiers internationaux. Ainsi, en raison du fort potentiel inflationniste lié à d'éventuelles perturbations dans les échanges commerciaux au niveau mondial, les principales banques centrales ont adopté un comportement attentiste par rapport aux réductions de taux d'intérêt prévues.

Aux États-Unis, les changements sur le plan de la dynamique économique et commerciale amorcée par la nouvelle administration ont exacerbé la volatilité des marchés financiers et freiné l'investissement privé, lequel s'est replié de 5,6 % au cours du 2^e trimestre 2025. De ce fait, les autorités monétaires ont adopté un comportement attentiste dans la perspective des retombées des mesures protectionnistes envisagées par le gouvernement américain sur l'activité économique. Conséquemment, contrairement au maintien du rythme de desserrement anticipé antérieurement, la Réserve fédérale (Fed) a gardé inchangés ses taux directeurs dans la fourchette de 4,25 % et 4,5 % au cours du trimestre sous-étude. Aussi, ces développements ont-ils fragilisé la croissance économique, le PIB américain accusant une contraction de 0,2 % en glissement annuel au cours du deuxième trimestre, contre + 2,4 % au trimestre précédent.

En dépit des tensions commerciales à l'échelle internationale, les économies de la Zone Euro ont affiché une relative résilience, en témoigne la progression du PIB de cette zone qui s'est inscrite à 0,3 % au cours du trimestre allant de janvier à mars 2025, contre 0,2 % au trimestre précédent. De même, l'évolution modérée de l'inflation (2,2 % en mars 2025 contre 2,4 % en décembre 2024), proche de la cible de 2 % de la Banque Centrale Européenne (BCE), a favorisé la poursuite du desserrement de la politique monétaire, les taux directeurs ayant été abaissés de 25 points de base, respectivement en janvier et mars 2025, pour s'inscrire à 2,40 %.

Au niveau des économies émergentes, les prévisions d'avril 2025 de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) tablent sur un ralentissement plus marqué de la croissance de la région, à 2 % en 2025, après

2,3 % en 2024¹. Les économies dont les projections de croissance du PIB sont les plus faibles demeurent le Venezuela (-1,5 % ; -4,6 points de pourcentage), le Mexique (0,3 % ; -0,9 point de pourcentage) et Haïti (-2 % ; -1,5 point de pourcentage). Cette morosité économique résulte de l'incidence défavorable de la guerre commerciale mondiale qui risque d'impacter négativement les exportations de ces pays, notamment celles vers les États-Unis, avec des effets perturbateurs sur la dynamique économique au niveau de cette zone géographique. Par ailleurs, la croissance de l'activité économique en République dominicaine s'est aussi tassée au cours du trimestre terminé le 31 mars 2025, particulièrement en raison du repli de la demande intérieure, notamment de l'investissement. Ainsi, au cours des trois premiers mois de l'année 2025, l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) s'est établi à 2,7 %, contre 3,1 % le trimestre précédent. Parallèlement, l'inflation, se portant à 3,58 % en mars 2025, un taux compris dans la fourchette cible de 4 % ± 1 %, a permis à la Banque Centrale de la République Dominicaine (BCRD) de garder le statu quo des taux directeurs au cours de la période sous revue, à 5,75 %.

Sur le marché international, les prix des produits pétroliers ont diminué sous l'effet conjugué de l'augmentation attendue de la production de l'OPEP⁺ et des inquiétudes relatives aux éventuels impacts du relèvement des droits de douane américains, lequel devrait induire un recul de la demande pour le pétrole. En effet, le cours moyen du baril de Brent a atteint 72,73 dollars ÉU, soit une baisse de 1,53 % par rapport à décembre 2024, tandis que celui du WTI a reculé de 2,68 % pour s'établir à 68,24 dollars ÉU. En ce qui concerne l'indice FAO des prix des produits alimentaires, il s'est contracté de 0,24 % en s'affichant à 127,1 en mars 2025.

Tableau 1		Indicateurs macroéconomiques par région et pays		
Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation	Taux de chômage	Taux directeur
États-Unis	2,2 %	2,4 %	4,2 %	4,25 % - 4,50 %
Zone Euro	1 %	2,2 %	6,1 %**	2,4 %
République Dominicaine	4,5 %	3,58 %	5,3 %***	5,75 %

Sources : OCDE, BLS, Eurostat, BCRD | * Projections de mars 2025 | ** février 2025 | *** décembre 2024

¹ Il s'agit d'une révision de 40 points de base comparativement aux prévisions de décembre 2024 qui auguraient une hausse de 2,4 % du PIB de cette région pour 2025.

Graphique 1

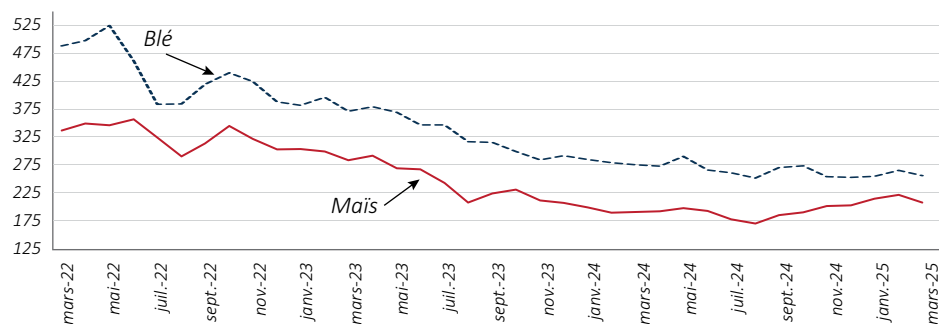
Prix du riz en dollar EU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

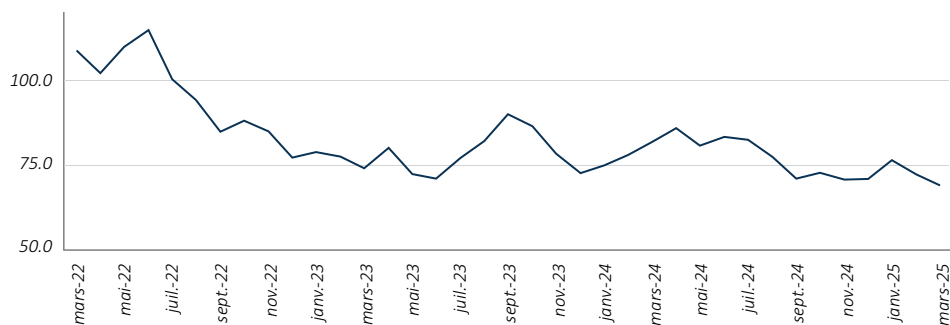
Prix du blé et du maïs en dollar EU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

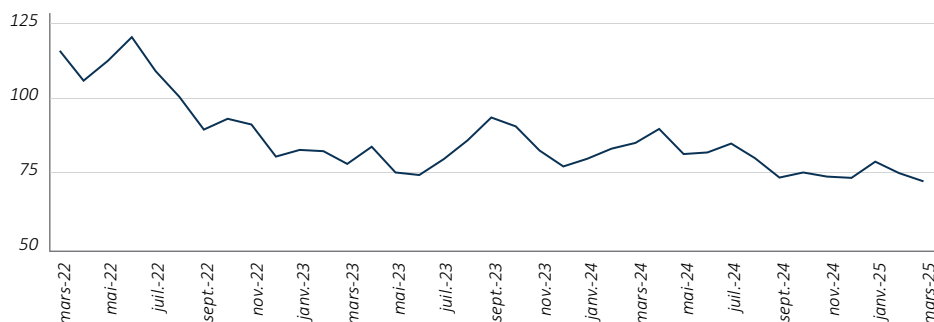
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indextmndi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Sources : www.eia.gov/indexmundi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

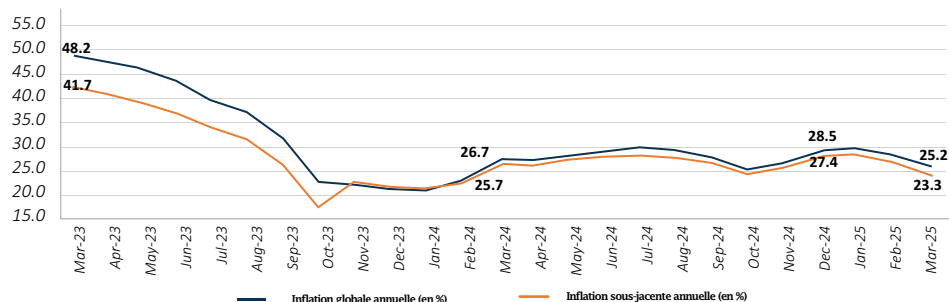
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

À l'échelle nationale, l'environnement des affaires continue de subir les contrecoups de la détérioration de la conjoncture socio-sécuritaire. Le rétrécissement du tissu industriel et entrepreneurial, qui en découle, impacte négativement toutes les activités productives et commerciales, avec des retombées préjudiciables sur la stabilité macroéconomique et la dynamique de l'emploi. En effet, une contraction de 2,5 % de l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Économique (ICAE) a été enregistrée au premier trimestre fiscal 2025 à la suite de la contre-performance des trois secteurs de l'activité économique.

Nonobstant les difficultés qui continuent d'entraver les circuits d'approvisionnement, un ralentissement du rythme de progression des prix a été observé au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal en 2024 - 2025, dans un contexte marqué par un financement monétaire nul et un repli de la liquidité dans l'économie après la période festive de décembre 2024. Ainsi, l'inflation annuelle a décéléré à 25,2 % en mars 2025, contre 28,5 % à la fin du trimestre précédent, bien qu'elle demeure toutefois élevée.

Graphique 5

Inflation globale et inflation sous-jacente (en glissement annuel et en %)



Sources : IHSI et BRH

L'augmentation du nombre de personnes déplacées internes a exacerbé la crise alimentaire dans le pays. Selon la dernière analyse du Cadre Intégré de la Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC)², 51 % de la population analysée, soit 5,7 millions de personnes, vivent une situation d'insécurité alimentaire aiguë, notamment dans la zone métropolitaine et le reste de l'Ouest ainsi que dans le département de l'Artibonite. La quantité de personnes en phase d'urgence (Phase 4) est estimée à 2,1 millions (19 % de la population analysée), tandis que 3,6 millions d'individus (32 % de la population analysée) sont en situation de crise³.

² Cette analyse de l'IPC, couvrant l'intervalle de la période de mars à juin 2025, a été conduite par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) de concert avec ses partenaires techniques et financiers et publié le 15 avril 2025.

³ La Phase 4 renvoie à des niveaux d'urgence alimentaire et la Phase 5 à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire.

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025

L'application rigoureuse des mesures fiscales a été favorable à l'amélioration des finances publiques au deuxième trimestre en dépit du ralentissement des activités économiques. Sur la période allant de janvier à mars 2025, les taxes et impôts collectés par les organismes de perception en Haïti ont crû de 3,72 % comparativement au trimestre précédent, passant de 48 003,30 MG à 49 789,01 MG. Par ailleurs, les ressources disponibles au 31 mars 2025 se sont chiffrées à 87 774,45 MG, dont 89,3 % des « Autres ressources (37 985,44 MG) » constituées essentiellement des produits des émissions de billets de trésorerie (33 910,76 MG).

Par ailleurs, les dépenses publiques ont crû de 3,7 % en comparaison au trimestre précédent. Elles se sont portées à 45 860,68 MG au cours de la période sous étude et ont représenté 55 % des décaissements totaux de l'État. Conséquemment, les opérations du Trésor public au 31 mars 2025 se sont soldées par un excédent, ce qui a favorisé une diminution de 8 655,09 MG du stock de dette de l'État vis-à-vis de la BRH, ce qui conforte les objectifs de financement monétaire zéro défini dans le budget 2024- 2025 et consigné dans le programme économique et financier conclu entre les autorités haïtiennes et le FMI.

Tableau 2	Évolution des finances publiques (en MG)			
	2 ^e trim 2024	1 ^{er} trim 2024	2 ^e trim 2025	Exercice 2024-2025
Recettes fiscales	34,701.93	48,003.30	49,789.01	97,792.31
Autres ressources	41,937.41	53,576.52	37,985.44	91,561.95
Emiss. nettes Bons du TP	36,616.91	48,933.19	33,910.76	82,843.95
Ressources totales	76,639.34	101,579.82	87,774.45	189,354.27
Dépenses budgétaires	32,322.01	44,240.06	45,860.68	90,100.73
Autres décaissements	38,600.66	72,390.83	37,737.00	110,127.83
Certificats de Trésorerie et autres	38,480.66	41,125.80	37,532.00	78,657.80
Décaissement totaux	70,922.67	116,630.89	83,597.68	200,228.57

Sources : MEF/DCC_BRH

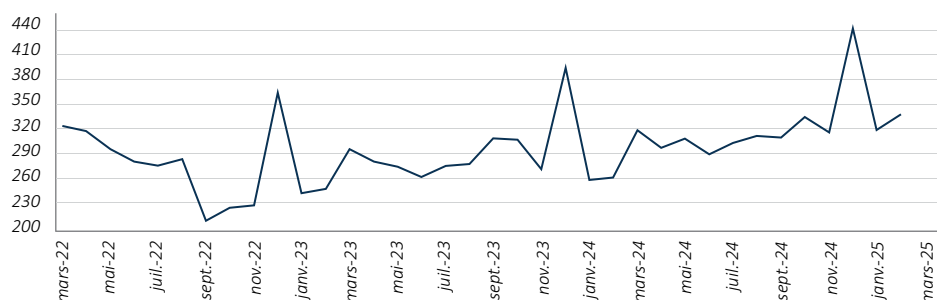
En ce qui a trait au secteur externe, le solde de la balance commerciale s'est dégradé au cours du deuxième trimestre 2024-2025 par rapport à la même période de l'exercice précédent. L'accroissement notable de 21,7 % des importations jumelé

à une légère hausse des exportations (1,6 %) ont conduit à une détérioration de la balance commerciale, laquelle s'est inscrite à – 977,78 millions de dollars ÉU.

Sur les six (6) premiers mois de l'exercice 2024 - 2025, les transferts sans contrepartie reçus ont crû d'environ 20 %, pour atteindre 2 170,62 millions de dollars ÉU. Sur une base trimestrielle, ils ont enregistré une progression de plus de 28 %, renforçant l'offre de devises dans l'économie. Ceci a permis de compenser l'accroissement des demandes de dollars aux fins transactionnelles, et, par ricochet, contenir l'évolution du taux de change durant le deuxième trimestre 2025. Au 31 mars 2025, le taux de change s'est établi à 130,5296 gourdes pour un dollar ÉU, soit une variation trimestrielle de 0,15 %.

Graphique 6

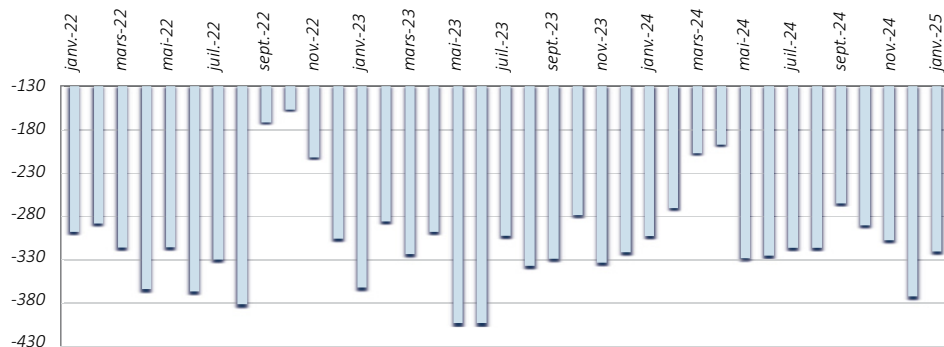
**Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger
(en millions de dollars ÉU)**



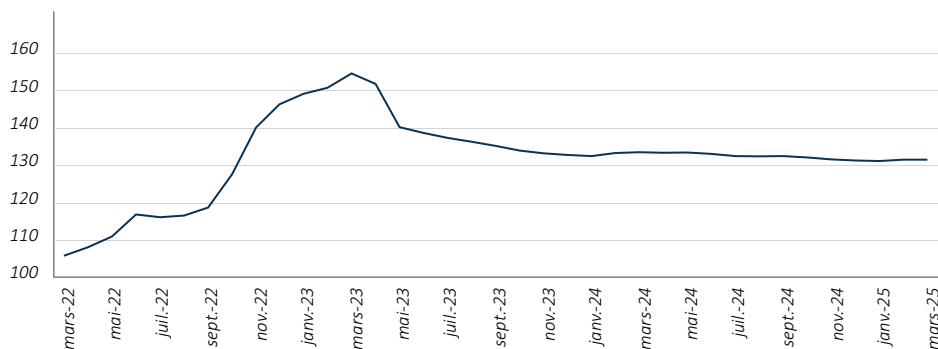
Source : BRH

Graphique 7

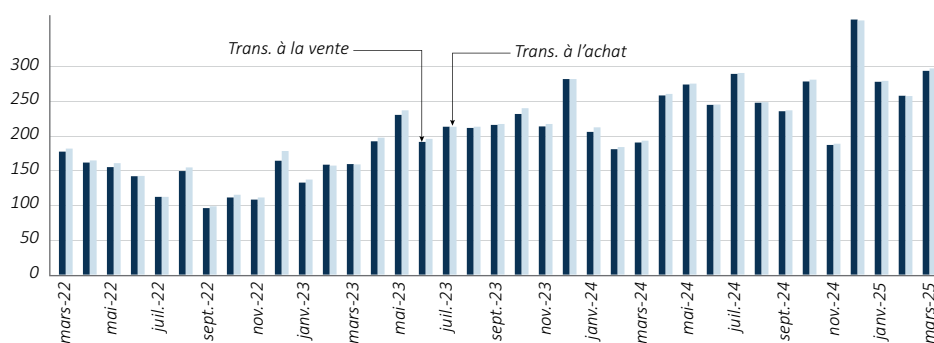
Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 8**Taux de change nominal (fin de période)**

Source : BRH

Graphique 9**Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars EU)**

Source : BRH

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025

Au cours du deuxième trimestre 2024 - 2025, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu la posture adoptée depuis deux ans en matière de politique monétaire, en mettant l'accent sur la stabilité macroéconomique et financière, tenant compte du fait que le contexte sécuritaire continue d'entraver la relance du crédit. Cette stratégie s'est traduite par le renforcement des mesures de stérilisation de la liquidité excédentaire du système financier, notamment à travers l'émission de bons BRH, tout en gardant le statu quo au niveau des taux directeurs et des coefficients de réserves obligatoires.

En effet, depuis leur révision en août 2022, les taux de réserves obligatoires ont été gardés à leurs niveaux respectifs de 40 % et 53 % pour les banques commerciales, et de 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), sur les passifs libellés en gourdes et en devises étrangères. De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à 6 %, 8 % et 11,5 % respectivement, pour les maturités de 7, 28 et 91 jours. Au terme du trimestre, l'encours total de ces titres s'est établi à 26 950 MG, marquant un accroissement de 23,05 % par rapport à décembre 2024 et reflétant la baisse continue des activités d'intermédiation. Quant aux taux sur les opérations de mise en pension, ils sont restés fixés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

De plus, considérant les impacts négatifs de la conjoncture sur tous les secteurs d'activité, la BRH a publié la circulaire no 130 en faveur du secteur touristique. Les mesures, qui y sont inscrites, visent à fournir des incitations à ce secteur afin de lui permettre de conserver les infrastructures modernes acquises au cours des récentes dernières années.

Sur le marché des changes, le dynamisme des transferts privés sans contrepartie, notamment en mars, a permis à la BRH de poursuivre ses opérations nettes à l'achat à hauteur de 91,27 millions de dollars ÉU sur le trimestre. Ces interventions ont non seulement renforcé son coussin de réserves, mais ont aussi contribué à maintenir la stabilité relative du taux de change. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH se sont accrues sur le trimestre, portant l'encours à 8 711,36 MG au 31 mars 2025.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2025

Les données préliminaires au 31 mars 2025 ont fait état d'une évolution modérée des principaux indicateurs monétaires, reflétant un effet saisonnier observé généralement après un regain apparent des activités lié aux festivités de fin d'année. En effet, la base monétaire au sens restreint a affiché un repli de 0,49 % par rapport au trimestre antérieur, contre +14,28 % en décembre 2024. Les réserves en gourdes des banques ont reculé de 2,15 %, alors que la monnaie en circulation a progressé de 0,73 %, après avoir affiché des croissances respectives de 11,13 % et de 16,71 % au trimestre précédent. Parallèlement, en dépit de l'intensification des placements des banques dans les bons BRH et la progression de leurs dépôts en devises à la BRH (+5,66 %), le rythme de progression de la base monétaire au sens large a ralenti sur le trimestre sous-étude, passant de +7,73 % en décembre 2024 à + 3,06 % en mars 2025. L'analyse de l'actif du bilan de la Banque centrale montre que la progression de la base demeure soutenue par les avoirs extérieurs nets, en hausse de 9,05 %, sous l'effet des interventions nettes à l'achat de la BRH sur le marché des changes, tandis que les créances nettes de la BRH sur l'État ont régressé de 0,54 % pour la période sous revue.

Pour ce qui concerne la masse monétaire, les données au 31 mars 2025 indiquent une croissance trimestrielle de 1,65 % de l'agrégat M3 contre 5,39 % en décembre dernier, tandis que les agrégats M2 et M1 ont enregistré des baisses respectives de 0,93 % et 2,60 % sur la même période. Cette évolution contrastée s'explique par la diminution des dépôts en gourdes, en particulier des dépôts à vue (-7,51 %), tandis que les dépôts en dollars ont enregistré une hausse de 4,45 %, dans un contexte marqué par une progression soutenue des remises migratoires. La croissance de la masse monétaire est influencée par celle de 8 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire, laquelle a été partiellement contrebalancée par la contraction de 1,24 % du crédit intérieur net. Les créances nettes sur le secteur public se sont repliées de 1,09 %, de même que celles sur le secteur privé (-1,45 %), en raison de la dégradation continue du climat des affaires.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

L'analyse des données disponibles pour le deuxième trimestre 2025 renvoie à une évolution mitigée des principaux indicateurs du système bancaire. Au cours du trimestre sous-étude, le produit net bancaire (PNB) a atteint 9,1 milliards de gourdes, en hausse de 2,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette performance a été tributaire de la progression concomitante des « Gains sur change » (+11,7 %) et des « Autres revenus » (+46 %). Par ailleurs, l'accroissement des revenus bancaires par rapport au fléchissement des dépenses d'exploitation (-1,7 %) s'est traduit par une croissance marquée de 22,3 % du bénéfice net du système (1,97 milliard de gourdes), après une chute de 24,71 % au trimestre dernier.

De même, l'évolution des principaux ratios clés témoigne de la résilience du système bancaire, malgré les retombées négatives de la crise sécuritaire sur la rentabilité bancaire. En effet, sur la période allant de janvier à mars 2025, le rendement de l'actif (ROA) s'est chiffré à 1,17 % contre 0,98 % au trimestre précédent, alors que le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) a augmenté de 2,03 points de pourcentage, à 13,65 % au 31 mars 2025.

En ce qui a trait à la taille du bilan des banques, établie à 666,8 milliards de gourdes en décembre 2024, elle a accusé une hausse de 1,7 % sur une base trimestrielle, à 678,1 milliards de gourdes à la fin de mars 2025. Cette progression résulte notamment de l'évolution des actifs liquides (+5,5 %) avec une croissance à la fois des « Disponibilités » (+3,9 %) et des « Bons BRH » (+ 29,9 %) sur la période.

Considérant la structure financière du système bancaire, les données analysées pour le deuxième trimestre 2024-2025 font ressortir une progression contrastée des ratios clés. En effet, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est établi à 8,55 % contre 8,62 % au 31 décembre 2024, alors que le ratio « Dépôts en pourcentage de l'actif » a légèrement augmenté, passant de 81,30 % au 31 décembre à 81,81 % à la fin du trimestre sous revue. Cependant, la détérioration du climat des affaires, dans ce contexte de crise, a eu des incidences néfastes sur la capacité de remboursement des entreprises débitrices du système bancaire. En dépit des mesures de soutien prises par la BRH, notamment les moratoires successifs octroyés sur les prêts, le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est détérioré pour se porter à 13,68 % contre 10,36 % au 31 décembre 2024. De même, le degré de couverture des prêts octroyés par le système bancaire par rapport aux risques de défaut de paiement des débiteurs du secteur s'est inscrit en baisse au cours du trimestre considéré, en atteste le coefficient « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs bruts » qui s'est établi à 65,16 % en mars 2025 après 81,53 % en décembre 2024.

Au cours de l'intervalle allant de janvier à mars 2025, les ressources bancaires se sont inscrites en hausse (+1,8 %) pour se porter à 609,2 milliards de gourdes dont un accroissement de 2,3 % des dépôts totaux sur la période. Ces derniers ont été

impulsés par l'accroissement de 2,6 % et de 4 % respectivement des dépôts à vue et des dépôts d'épargne. Considérant le repli de 2,7 % du portefeuille brut, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », a chuté au 31 mars 2025, se chiffrant à 22,51 % contre 23,67 % à la fin du premier trimestre.

Tableau 3 Ratios clés du système bancaire au 31 mars 2025		
Ratios clés du système bancaire	1 ^{er} trimestre 2025	2 ^e trimestre 2025
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	81.53 %	65.16 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	10.36 %	13.68 %
Rendement moyen des prêts productifs	11.99 %	11.41 %
Ratios de rentabilité bancaire	1 ^{er} trimestre 2024-2025	2 ^e trimestre 2024-2025
ROA	0.98 %	1.17 %
ROE	11.62 %	13.65 %
Niveau de dollarisation du système	Au 31 décembre 2024	Au 31 mars 2025
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	65.08 %	66.22 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	61.09 %	61.18 %

Source : DSBIF/BRH

Par ailleurs, par rapport au 31 décembre 2024, le niveau de dollarisation s'est accru, traduisant ainsi une demande relativement plus soutenue de la devise américaine sur l'intervalle sous étude. Conséquemment, le ratio « Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts totaux » a atteint 61,18 % au 31 mars 2025, soit une légère hausse de 9 points de base. Parallèlement, les dépôts en devises convertis en pourcentage des dépôts totaux se sont établis à 66,22 % contre 65,08 % à la fin du premier trimestre.

Considérant les taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) sont passés de 3,83 % au premier trimestre à 3,67 %. S'agissant des prêts, ils se sont établis à 14,33 % au deuxième trimestre (16,08 % au 1^{er} trimestre). L'écart entre les taux créditeurs et débiteurs s'est rétréci, le spread bancaire (10,67 %) reculant de 1,58 point de pourcentage par rapport à la période allant d'octobre à décembre 2024.

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux d'intérêt sur les DAT se sont établis à 2,87 % au deuxième trimestre 2025 contre 1,25 % le trimestre précédent. Il convient de noter que la rémunération moyenne sur les prêts en devises a légèrement augmenté, passant de 10,58 % à 10,71 % au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours. Il en est résulté une contraction du spread bancaire qui s'est établi à 7,84 % au deuxième trimestre contre 9,33 % au trimestre antérieur.

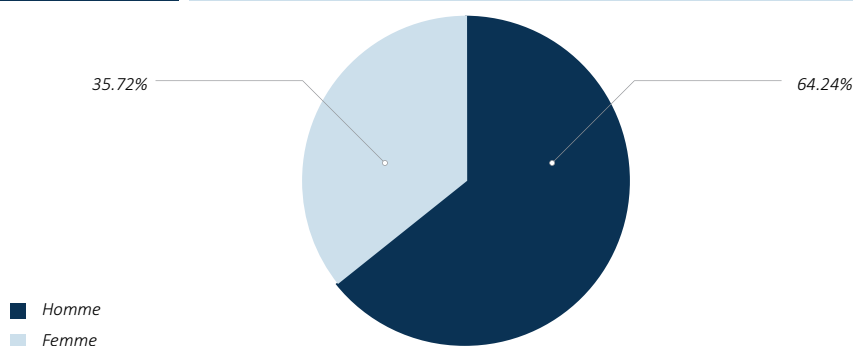
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Suivant les données du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale, les établissements financiers ont octroyé 86 609 crédits durant le deuxième trimestre de l'exercice 2024-2025, soit une baisse de 5,2 % par rapport au trimestre précédent. En effet, 96,35 % des prêts ont été attribués à des personnes physiques, contre 3,65 % à des personnes morales. La distribution du volume de crédit en gourdes a révélé qu'au cours de la période sous revue, les prêts accordés aux entreprises (56 742,36 MG) ont été légèrement inférieurs par rapport à ceux alloués aux particuliers (60 348,07 MG). Parallèlement, les personnes morales ont capté 85,28 % (821,45 millions de dollars ÉU) du total des crédits consentis en devises américaines entre janvier et mars 2025, tandis que seulement 141,77 millions de dollars ÉU ont été acquis par les personnes physiques.

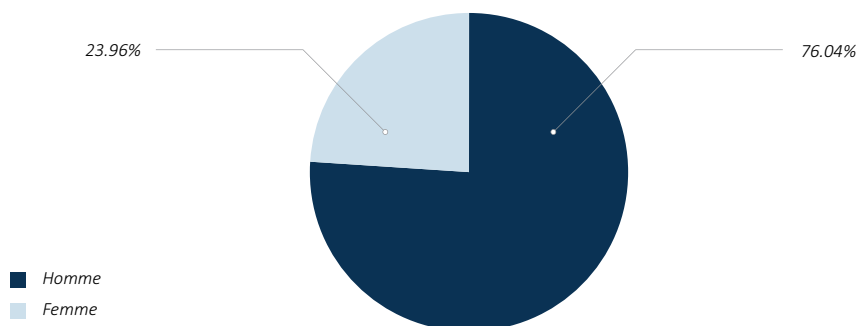
S'agissant de la répartition des prêts octroyés suivant le genre, 64,24 % des crédits libellés en monnaie nationale ont été alloués aux hommes, soit un montant de 38 765,27 MG contre 21 558,63 MG aux femmes. Il faut rappeler qu'au premier trimestre 2025, les femmes avaient bénéficié de 22 398,023 MG (34,67 % du total des prêts) et les hommes 38 980,57 MG (65,33 % des prêts totaux). Ces derniers ont aussi bénéficié de 76,04 % du portefeuille de crédit en monnaie étrangère, soit 107,80 millions de dollars ÉU.

Graphique 10

Ventilation du crédit du système financier en gourdes accordés selon le sexe

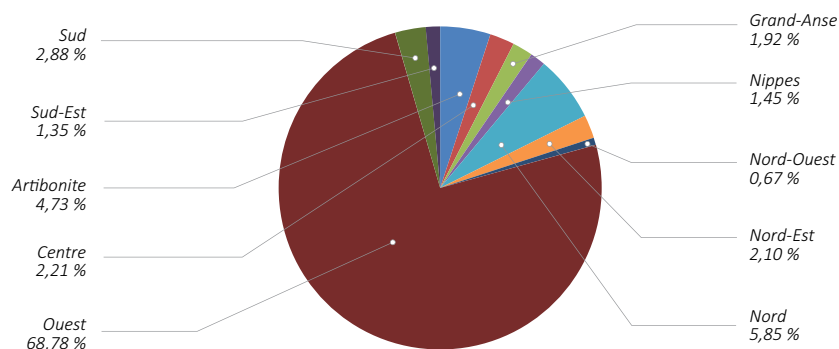


Source : BIC/BRH

Graphique 11**Ventilation du crédit du système financier en dollars ÉU accordés selon le sexe**

Source : BIC/BRH

Par ailleurs, la distribution géographique des « concours à l'économie » demeure corrélée à la concentration démographique et industrielle prévalant à l'échelle du territoire national. Ainsi, une forte proportion des crédits (68,78 % du total du portefeuille global) a été canalisée vers des bénéficiaires du département de l'Ouest. S'ensuivent les départements du Nord, de l'Artibonite et du Sud, avec des poids respectifs de 5,85 %, 4,73 % et 2,88 %.

Graphique 12**Répartition du crédit du système financier par région géographique**

Source : BIC/BRH

8. PERSPECTIVES

L'évolution du cadre macroéconomique reste tributaire des contraintes liées au climat sécuritaire et à la mobilité des facteurs dans l'économie haïtienne. Par ailleurs, la dynamique de l'investissement intérieur et les stratégies de mitigation des effets pervers des nouvelles orientations des politiques commerciales et migratoires à l'international, notamment aux États-Unis, demeurent des facteurs prépondérants dans le cadre des perspectives de reprise de l'activité économique en Haïti. Ces éléments viendraient renforcer l'initiative collaborative entre le Gouvernement et des institutions multilatérales en vue de l'adoption d'un plan de relance et de développement à moyen terme (2025-2030).

Dans cette perspective, la BRH reste attachée à sa mission principale visant à contenir l'évolution des prix et à lisser les fluctuations du taux de change, tout en étant partie prenante des soutiens aux politiques macroéconomiques et structurelles. En outre, la Banque centrale continue de moduler sa politique macroprudentielle afin de maintenir la stabilité du système financier, en dépit de l'impact des chocs récurrents qui fragilisent et limitent les retombées des décisions déjà prises par les autorités monétaires.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

2^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024 - 2025
(JANVIER - MARS 2025)

SPIH

